

# PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

## Les magistrats veulent y consacrer l'indépendance de la justice

**Les magistrats, du moins ceux affiliés au SNM (Syndicat national des magistrats), veulent s'impliquer dans le processus de révision de la Constitution, projet qui fera sans aucun doute l'actualité politique de cette année avant l'autre grand rendez-vous politique attendu et dont il dépend, la présidentielle d'avril 2014.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Le syndicat, qui tenait hier une session ordinaire de son conseil national, a installé, à l'occasion, une commission chargée de faire des propositions allant dans l'esprit de celles déjà remises durant l'été 2011 à la commission Bensalah, chargée des consultations avec la classe politique et les divers acteurs sociaux dans le sillage des réformes politiques annoncées par le premier magistrat

du pays dans son discours à la nation du 15 avril de la même année. Des propositions qui vont dans le sens de la consécration dans la Constitution de la tant rêvée indépendance de la justice.

Ce qui est loin d'être le cas présentement, de l'avis de nombre d'intervenants pour qui le fait pour la corporation des magistrats de quémander des augmentations salariales est une preuve tangible de tout le

contraire, soit d'une justice encore à la solde du pouvoir exécutif dont il est souhaité expressément la fin de l'interventionnisme.

D'où, d'ailleurs, comme le revendiquera plus d'un intervenant, la désignation du premier président de la Cour suprême comme adjoint au président du CSM (Conseil supérieur de la magistrature) qui n'est autre que le président de la République à la place du ministre de la Justice, Garde des sceaux, le bureau permanent de cette instance qui doit avoir le double des dossiers des magistrats à l'effet de faire le suivi de carrière de ces derniers avec tout ce que cela suppo-

se comme notation, mouvement et évolution mais aussi sanction en cas de nécessité.

Le SNM revendique aussi une autonomie financière avec une aisance matérielle pour les magistrats à même de leur permettre de mériter la confiance du citoyen par la qualité de leurs jugements, par leur comportement et par leur engagement pour l'idée de la justice, comme le dira, d'ailleurs, le ministre de la Justice, Garde des sceaux qui a honoré de sa présence ce conclave.

Une toute première que le président du SNM a d'ailleurs fait de relever dans sa prise de parole aussitôt

que Mohamed Charfi ait achevé son intervention au cours de laquelle il a signifié sa disponibilité «pour un dialogue approfondi, responsable et efficace afin de rechercher ensemble les réponses concrètes aux problématiques que la justice soulève aujourd'hui».

Une disponibilité que Djamel Aidouni a saluée, affirmant n'avoir eu aucun doute à ce sujet du fait, dira-t-il, que le premier responsable du secteur a été l'un des membres fondateurs du SNM et qu'à ce titre, il ne peut qu'être à l'écoute de la corporation dont il continue de faire partie.

M. K.

### LE MINISTRE TURC DE L'ÉNERGIE L'ÉVOQUE Intérêt pour l'offshore algérien

La compagnie pétrolière turque Turkish Petroleum s'intéresse fortement à l'exploration dans l'onshore mais aussi l'offshore algériens. C'est ce que le ministre turc de l'Energie et des Ressources naturelles, Taner Yıldaz, a indiqué hier, à l'issue d'une réunion de travail tenue avec son homologue algérien, Youcef Yousfi. Mettant en avant l'expertise turque dans le domaine de l'exploration pétrolière sous-marine, le ministre turc a relevé l'intérêt de sa compagnie nationale à participer à toute soumission projetée et à développer des partenariats avec Sonatrach en Algérie mais aussi ailleurs. Outre l'efficacité énergétique, Yıldaz Taner a également relevé l'intérêt turc pour le développement d'une coopération soutenue dans le domaine des énergies renouvelables, notamment le solaire, en termes de transfert d'expertise et de réalisation de projets communs. Mais c'est dans le domaine de la coopération gazière que la visite du ministre turc semble fructueuse. Ainsi, les deux pays ont décidé de prolonger la durée du contrat de vente de GNL algérien à la Turquie, en vigueur depuis 1994 et devant expirer en 2014, avec le même volume de gaz (de l'ordre de 4,3 milliards de mètres cubes, soit 56 cargaisons par an). Outre une livraison en contrat spot de quatre cargaisons (de l'ordre de 400 millions de mètres cubes) pour les mois de janvier et février 2013, les deux parties n'écartent pas la possibilité d'augmenter les volumes de gaz livrables. Ceci dans la mesure où les capacités algériennes le permettraient, Youcef Yousfi semblant optimiste dans cette optique, et en fonction des besoins des compagnies publiques et privées turques, d'autant que la consommation énergétique turque est appelée à augmenter durant les prochaines années.

C. B.

### IMPORTATIONS DE BIENS ALIMENTAIRES

## La facture baisse sauf pour les viandes

**La facture d'importation de biens alimentaires diminue de manière appréciable sauf pour les viandes. C'est ce que le Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS) des Douanes algériennes relève.**

**Chérif Bennaceur -Alger (Le Soir)** - Certes, le Cnis constate que la facture alimentaire a enregistré un recul à près de 10% durant les onze premiers mois de 2012 par rapport à la même période de 2011. Cette facture qui représente 19% du volume global de la structure des importations algériennes, a en effet diminué de 9,77 %, passant de 8,98 milliards de dollars à 8,10 milliards de dollars. Ce recul, le CNIS l'explique par la baisse des différents produits importés notamment les céréales, semoules et farines (-22,19%). Le montant de ce groupe de produits est passé de 3,75 mil-

liards de dollars à 2,92 milliards de dollars durant la même période de référence. De même, les importations des laits et produits laitiers ont également participé à ce recul des importations avec 16,21%, puisque le montant est passé de 1,42 milliard de dollars à près de 1,19 milliard de dollars. La facture des importations des légumes secs a aussi reculé de 13,21% durant les onze premiers mois 2012, passant de 333,9 millions de dollars à 289,8 millions de dollars. C'est également le cas pour les importations de sucre, en chute de 11,41%, passant de 1,03 milliard de dollars à 908,63 millions de dol-

lars, ainsi que celles du groupe café et thé, en diminution de 14,20%, se chiffrant à 350,5 millions de dollars contre 306,92 millions de dollars, à la même période en 2011. Toutefois, le Cnis relève une importante hausse de 62,61% des importations de viandes, la facture étant passée de 152,12 millions usd pour les onze mois 2011 à 247,36 millions usd à la même période 2012.

#### Fort excédent commercial en 2012

D'autre part, l'on note que l'Algérie, qui a réalisé un excédent commercial de 24,26 milliards de dollars durant les onze premiers mois de 2012, devrait clôturer l'année avec un excédent de 26,3 milliards de dollars. Ainsi, les exporta-

tions de l'Algérie ont atteint 66,78 milliards de dollars contre 66,53 milliards de dollars au cours de la même période de l'année écoulée, en légère hausse (0,37%). Les hydrocarbures représentent 97,05% du volume global des exportations algériennes avec 64,81 milliards de dollars durant les onze premiers mois de 2012.

Quant aux exportations hors hydrocarbures, elles ont totalisé 1,96 milliard de dollars, soit seulement 2,9% du volume global des exportations. Quant aux importations, elles se sont établies à près de 42,52 milliards de dollars contre 43,34 milliards de dollars au cours de la même période en 2011, en baisse de 1,89%.

C. B.

### RÉVISION DE LA LOI SUR LES HYDROCARBURES

## Les compagnies étrangères passibles de redressements

**Le contrôle fiscal ne s'imposera plus seulement à Sonatrach mais également aux compagnies pétrolières étrangères. C'est ce que prévoit le projet de loi sur les hydrocarbures, présenté par le gouvernement.**

Ainsi, les compagnies pétrolières étrangères seront désormais soumises au contrôle fiscal, et éventuellement en cas de redressements fiscaux, s'acquitter de cette redevance. Le texte du gouvernement, amendant la loi de 05-07 modifiée en 2006, introduit un article, le 97 bis, qui considère désormais les partenaires de Sonatrach comme des sujets fis-

caux et donc soumis au contrôle fiscal. L'article stipule que «toute personne exerçant au moins une des activités objet de la présente loi est assujettie aux obligations de contrôle des sociétés telles que prévues à l'article 141 bis du code des impôts directs et taxes assimilées, et les dispositions prises pour son application». La disposition proposée par le département de

Youcef Yousfi vient «corriger un oubli dans l'ancienne loi 86-14 de 1984», expliquent des fiscalistes de la Direction générale des impôts (DGI) à l'agence nationale de presse, qui précisent que sous l'ancienne loi, «seul le groupe algérien (Sonatrach) est considéré comme sujet fiscal». En vertu de la loi 86-14, «Sonatrach devait assumer seule d'éventuels redressements car elle a négocié un partage de production qui est irréversible et ne permet pas la restitution des quantités de pétrole par le partenaire étranger en cas de redres-

sement fiscal», précise-t-on encore. Cette situation est «légale aux yeux de la loi car seule la Sonatrach est considérée comme un sujet fiscal selon la loi 86-14», insistent ces fiscalistes qui refusent de parler de «redressements fiscaux, mais plutôt de correction d'erreurs de calcul». Les mêmes fiscalistes expliquent également que cet article met dorénavant en conformité les contrats d'association conclus sous la loi de 05-07 modifiée en 2006, dont aucun n'est entré en production jusqu'à présent.

C. B./ APS

### UN HOMMAGE LUI A ÉTÉ RENDU

## Azourène Mohand, un moudjahid «de la première heure»

**L'association Machaâl Echahid a rendu, hier, hommage au colonel de la zone nord de Kabylie, Azourène Mohand, surnommé Si Saïd Vrirouche, décédé le 5 janvier 1988 à l'âge de 76 ans.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Le parcours «héroïque» de Vrirouche a été retracé par de nombreuses personnalités l'ayant côtoyé durant la guerre de Libération. Saleh Seddik a expliqué que le surnom de Vrirouche a été donné à son ami d'enfance en raison de son intelligence. Mais les qualités de cet «héros de la Révolution» sont nombreuses, relate M. Seddik, qui parle de lui comme étant un homme «courageux, intrépide et aimant relever les

défis». Mouloud Izourène, fils de Vrirouche, raconta que son père, benjamin de la famille, a dû commencer à travailler à l'âge de 14 ans pour subvenir à leurs besoins. Il a dû, cependant, laisser de côté son métier de commerçant pour devenir militant au sein du PPA/MTLD en 1942, dont il fut responsable dans la région d'Azazga, dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Il a fait de son magasin un refuge pour les responsables du maquis, notamment Krim Belkacem et Amar Ouamrane. Il avait pris, d'ailleurs, part, aux côtés de ce dernier, à la désignation du groupe de combattants qui devaient participer au déclenchement de la guerre de Libération le 1<sup>er</sup> novembre 1954 dans la région de la Mitidja. Vrirouche, selon des témoignages, a mené une série d'opérations

armées en compagnie d'Ali Mellah, à Azazga. Ils ont été ainsi à l'origine d'une attaque contre la brigade de gendarmerie, du domicile de l'administrateur, d'une ferme de colon avant d'incendier le plus important dépôt de liège de la région. Sa plus grande opération est sans conteste, rapporte avec fierté son fils, l'opération nommée L'oiseau Bleu, menée en 1955.

Initiée par Jacques Soustelle et Robert Lacoste, cette opération «a été conçue dans le but d'étouffer dans l'œuf, la révolution algérienne dans les régions réputées avoir participé grandement à son déclenchement. Mais le plan diabolique de Soustelle et Lacoste s'est transformé au profit des révolutionnaires algériens qui ont réussi, grâce à leur intelligence, à récupérer un grand butin, 1 200 armes et 300 mil-

lions de francs», raconte M. Seddik qui souligne que cette opération a été «une véritable bouffée d'oxygène pour l'ALN». Après le congrès de la Soummam, Vrirouche a été promu au grade de commandant pour devenir l'adjoint chargé des liaisons et renseignement du colonel Mohammed Saïd dit si Nacer qui a remplacé Krim Belkacem à la tête de la Wilaya III au lendemain de son départ en Tunisie. Il devint colonel en 1958 et reprit les commandes de la Wilaya III, en remplacement de Si Amirouche. Il assumait, à l'indépendance, plusieurs responsabilités dont celles de député à l'Assemblée nationale, membre du conseil et du secrétariat national de l'ONM, président de la commission de contrôle du parti FLN puis membre du comité central du même parti.

S. A.